

STRATÉGIE HEBDOMADAIRE Perspectives



Gestion privée

SEMAINE TERMINÉE LE 13 FÉVRIER 2026

Carol Schleif, CFA, SASB-FSA
Stratège en chef du marché

La trame de l'histoire

« Ce n'est pas ce que vous ne savez pas qui vous met dans le pétrin. C'est ce que vous pensez savoir avec certitude alors que vous vous trompez. »

– Mark Twain

Le fil conducteur : À peine deux tiers de la période de publication des résultats du quatrième trimestre de 2025 se sont écoulés, mais on ne compte déjà plus les révélations sur l'évolution du marché. Les négociateurs se sont empressés d'ajuster les cours des actions/secteurs au cas par cas pour prendre en compte une potentielle révision des réalités, ce qui a provoqué quelque remous. Nous analysons les différents thèmes et leur possible répercussion sur les plans de placement à long terme.

Les marchés boursiers sont friands d'histoires croustillantes

La semaine dernière, nous avons largement évoqué (PSH - Distinguer l'information pertinente du brouhaha) l'afflux d'informations que les investisseurs reçoivent au cours d'une semaine tout à fait normale – et le fait qu'il s'agisse pour l'essentiel d'inepties. La période actuelle de publication des résultats a déjà apporté tout un lot de telles histoires, allant de la surprise économique à la révélation sectorielle susceptible de changer la donne.

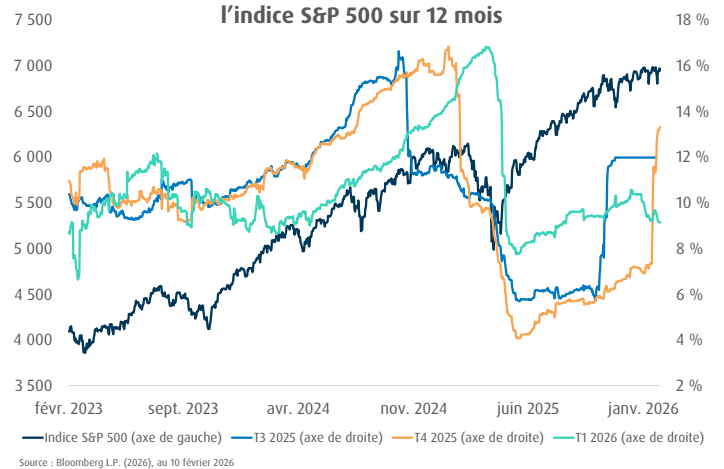
Le marché boursier apprécie surtout les histoires claires, tranchées et faciles à exploiter (davantage dans la veine de *See Spot Run* que de *Guerre et paix*), et il a de la difficulté à assimiler les nuances à la volée. Comme nous l'avons constaté au cours des deux dernières semaines hautes en couleur, les valorisations élevées, le leadership étroit mais fourni, et les changements étonnants des données fondamentales de la concurrence peuvent déclencher une réaction du type « on vend d'abord, on fait le tri après ».

Les marchés des titres de participation, en particulier, ne sont pas très habiles avec les nuances. Ils font fi des mécanismes, ce qui signifie qu'ils préfèrent aller directement au résultat et passer à autre chose. Prenons les données économiques, par exemple : les marchés réagissent souvent à la première publication de l'indice des prix à la consommation, des rapports sur l'emploi non agricole ou du PIB. Ils réagissent rarement lorsque la révision finale est annoncée plusieurs mois après, même en cas de changement important, susceptible de modifier la thèse initiale.

Résultats des bénéfices du T4 2025 jusqu'à présent

Avec 70 % des publications de résultats de l'indice S&P 500 déjà effectuées, Bloomberg indique une progression de 9 % du chiffre d'affaires total et une augmentation de plus de 13 % des bénéfices. Surtout, les résultats sont généralisés, 10 des 11 secteurs affichant une hausse du chiffre d'affaires. Neuf sur 11 présentent des hausses du résultat net (quatre dans une fourchette de 18 % à 38 %). Les résultats globaux sont meilleurs que prévu (graphique 1) grâce à l'augmentation des marges dont nous parlons depuis des mois (graphique 2).

Croissance estimative du BPA de l'indice S&P 500 sur 12 mois



Marges bénéficiaires



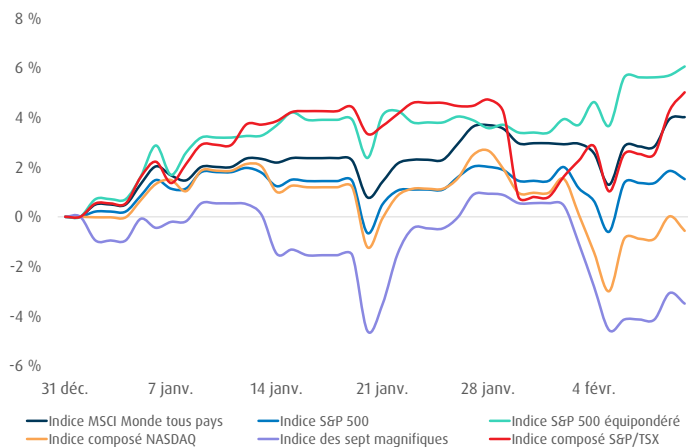
Bien que les bénéficiés de la Bourse de Toronto ne se soient pas encore totalement dévoilés, les 27 % de sociétés qui ont publié leurs résultats affichent une croissance de 8 % du chiffre d'affaires et des hausses de bénéfices avoisinant les 11 %. **Résultat : malgré la diversité des défis à relever en 2025, les chiffres globaux montrent la résilience et l'adaptabilité des sociétés, et une économie axée sur la croissance.**

La rotation tant attendue du marché est devant nous

Les sept magnifiques dominent largement la psychologie du marché depuis plusieurs années. Un élargissement important de la performance du marché et de la participation a commencé à l'automne dernier et prend de l'ampleur en 2026 (graphique 3). L'indice des sept magnifiques perd près de 4 % depuis le début de l'année, alors que l'ensemble du NASDAQ (même s'il reste axé sur la technologie) recule de moins de 1 %. L'indice S&P 500 progresse de plus de 1 %, mais comme son importance s'est élargie, l'indice équilibré gagne près de 6 %. L'indice Russell 2000 (petite capitalisation) et l'indice Russell 2500 (moyenne capitalisation) progressent respectivement de 8 % et de 9 %. Cette participation élargie, soutenue par l'ampleur de la progression des bénéficiés, devrait contribuer à soutenir la durabilité globale du marché. Cela dit, **nous avons averti que ce type de transfert de leadership pourrait faire augmenter la volatilité, et c'est effectivement le cas.**

Les marchés mondiaux continuent eux aussi d'afficher une performance supérieure. L'indice S&P/TSX affiche une hausse de 5 %, l'indice Nikkei (Japon) de 15 %, l'indice KOSPI (Corée du Sud) de 31 % et l'indice MSCI Monde tous pays de 4 %. Les bourses mondiales profitent de la promesse d'une augmentation des mesures de relance budgétaires dans de nombreuses régions du monde, à laquelle s'ajoute la hausse des dépenses pour la défense et les infrastructures.

Cumul annuel du rendement d'indices sélectionnés



Prenez une décision, s'il vous plaît

Au cours des périodes de publication des résultats des deuxième et troisième trimestres, les investisseurs ont commencé à se demander à quel moment les milliards de dollars dépensés en IA allaient aboutir à des cas d'utilisation viables, de la croissance et/ou une amélioration des marges. Une analyse minutieuse des dépenses rapportées aux flux de trésorerie et/ou aux marges s'est immiscée dans l'équation.

Ce trimestre, les investisseurs en actions affichent encore plus de réticence à l'égard des dépenses elles-mêmes, surtout après que les quatre grands fournisseurs de services infonuagiques à très grande échelle (Microsoft,

Amazon, Meta et Alphabet) ont annoncé leur intention de dépasser à eux tous les 650 milliards de dollars de dépenses en immobilisations rien qu'en 2026. *Remarque : ce montant est supérieur au budget annuel de l'Allemagne et n'est que légèrement inférieur aux dépenses totales du Japon.* Les investisseurs en actions ont été surpris, mais il faut aussi souligner qu'une partie des dépenses sera financée sur les marchés des titres de créance. Les émissions d'obligations de catégorie investissement d'Oracle la semaine dernière et de Google cette semaine ont été en forte demande. Les placements des deux sociétés ont été sursouscrits (plus que de demande que d'offre) selon un ratio de 5:1 au moins.

Non sans rappeler la surprise technologique créée par DeepSeek au début de 2025, les nouveaux modules d'IA présentés par Anthropic au cours des deux dernières semaines ont causé beaucoup de consternation parmi diverses sociétés de logiciels spécialisés intervenant dans les secteurs des services juridiques, de la gestion de patrimoine, de l'immobilier et de l'assurance. Et pour faire bonne mesure, dans la frénésie initiale, les négociateurs ont jeté toutes les sociétés de logiciels avec l'eau du bain. La présomption semblait suggérer que les grandes entreprises allaient abandonner l'ensemble des processus et des logiciels existants pour intégrer ces nouveautés, et ce dès vendredi prochain.

Et si nous respirions tous un bon coup? Quiconque travaille dans un secteur réglementé (comme les affaires juridiques, la gestion de patrimoine et l'assurance) sait à quel point il est difficile de faire approuver et de mettre en œuvre de nouveaux logiciels et processus d'entreprise.

Résultat : il y a quelques trimestres de cela, les investisseurs ont commencé à réclamer des cas d'utilisation, mais maintenant que des avancées viables sont annoncées, ils punissent un grand nombre d'entreprises sans grande distinction. Il faudra une certaine nuance et la capacité à faire la part des choses pour réévaluer les niveaux de valorisations et les trajectoires viables. Nous pensons toutefois qu'à long terme, l'IA sera complémentaire à de nombreuses méthodes existantes, ce qui contribuera à tirer parti des efforts déployés et permettra à ceux qui misent sur le changement d'être mieux placés pour innover et y contribuer. Un exemple : j'ai commencé dans ce secteur avant l'ère du PC, ce qui signifie que je calculais des moyennes mobiles sur 30 jours à la main et reportais moi-même les points de données sur du papier millimétré vert; et que je rédigeais mes rapports au crayon sur des blocs-notes jaunes. Le couper-coller consistait littéralement à découper la phrase aux ciseaux pour la coller ailleurs avec du ruban adhésif. Je suis toujours là et j'accomplis bien plus de choses grâce aux logiciels et aux technologies que j'ai désormais sous la main. La plupart du temps, je ne me rappelle même pas la vie avant mon iPhone – pourtant, plus de la moitié de ma carrière s'est déroulée dans un désert technologique.

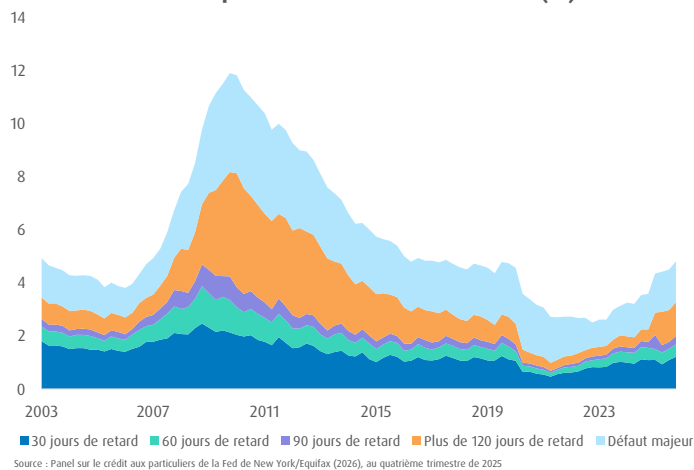
Une poignée de pépites pour l'économie

Outre certaines tendances microéconomiques que l'on peut tirer du rapport trimestriel à ce jour, les dernières semaines ont donné une poignée de perspectives économiques :

Le marché de l'emploi demeure dans une « situation curieuse » : les mises à pied sont en hausse (en particulier dans le secteur des emplois de bureau), mais pour l'instant, les réductions sont exécutées de manière chirurgicale. Les équipes de direction soulignent qu'elles aplatissent les échelons supérieurs et rabotent les effectifs excédentaires (que ce soit ouvertement ou par le non-remplacement des départs à la retraite ou autres). Rien de tout cela n'est surprenant, car il reste difficile pour les hauts dirigeants de s'y retrouver face à des politiques commerciales et géopolitiques qui ne cessent de changer. Dans les téléconférences de présentation des résultats, certains blâment l'IA, mais pour nous, elle n'a pas l'effet perturbateur dépeint par les équipes de direction. Pointer du doigt l'intelligence artificielle est l'équivalent tendance des sociétés qui se décrivaient comme des « entreprises point-com » en 1998.

Signaux d’alerte sur la consommation : le plus récent rapport sur les dépenses de consommation a montré un ralentissement inattendu en décembre, après des attentes supérieures à la moyenne en novembre. Les arriérés sont en hausse par rapport aux niveaux soutenus par les mesures de relance de la pandémie (graphique 4). Plusieurs facteurs de retard sont à l’œuvre, notamment le rétablissement des remboursements d’emprunt des étudiants, qui ont bénéficié d’un report pendant la majeure partie des cinq dernières années. **Cependant, il N’A PAS été question de consommation modérée dans les derniers rapports du secteur financier.** Les plus grandes sociétés de cartes de crédit (selon *le Wall Street Journal*) ont tiré près de 150 milliards de dollars de produits des commissions en 2025, une augmentation annuelle de 7 %ⁱ. On ne sait toujours pas si les remboursements d’impôt tant attendus seront suffisants (et répartis sur un nombre suffisant de personnes) pour stabiliser/renverser la tendance, mais nous pensons qu’ils seront au moins utiles à la marge.

Part des prêts américains en souffrance (%)



Renforcement des usines : bien que les changements de politique douanière et commerciale continuent de faire des victimes choisies (p. ex., Ford a estimé cette semaine que le seul effet des droits de douane dépassait 900 millions de dollars en 2025 et serait semblable en 2026ⁱⁱ), les équipes de direction ont récemment évoqué de futures expansions d’usines, des projets de coentreprises et des fusions-acquisitions, entre autres. Outre les dépenses colossales liées à l’IA, elles ont mentionné des expansions dans les infrastructures, l’énergie, la fabrication de produits pharmaceutiques, l’exploitation minière et les sites industriels. Un peu plus de clarté sur la politique commerciale et fiscale est utile (graphique 5). La déréglementation importante, la délivrance accélérée des permis et l’établissement de règles de base pour l’IA, les cryptomonnaies (stables ou non) et les prévisions de prédictions alimentent également l’optimisme. Autre facteur important : la faiblesse du dollar (en baisse de X % par rapport à un panier de devises clés depuis le début de l’année) stimule la part, supérieure à 30 %, des revenus de l’indice S&P 500 qui sont générés à l’extérieur des États-Unis.

Indice de l’incertitude relative aux politiques commerciales mondiales



Répercussions pour les investisseurs

La période de publication des résultats de cette année a été marquée par un enchaînement de nouvelles supérieur à la moyenne, pour la plupart importante. L’année civile 2025 a introduit une foule de changements – sur les plans politique et technologique – qui se font toujours sentir dans le système. Les sociétés ont misé sur la croissance et le changement, la plupart parvenant à s’adapter haut la main, ce qui est louable. Les investisseurs peuvent se servir la volatilité qui s’est déclenchée sur les principaux marchés des capitaux pour assurer la maintenance courante de leur portefeuille (rééquilibrage périodique, surveillance des appariements actif/passif et accent sur le long terme). En cette période étrange, tout ce qui peut aider les investisseurs à s’ancre dans les perspectives qui se profilent est bon à prendre.

Sous les projecteurs en Amérique du Nord

Jon Borchardt, analyste principal

Jay Ritter, stratège principal, Actions

George Trapkov, CFA, vice-président et gestionnaire de portefeuille

Cette semaine

Le point sur l'emploi au Canada – L'emploi au Canada a chuté de 24 800 en janvier, première baisse en cinq mois qui fait suite à une série de chiffres étonnamment bons à l'automne dernier. Le taux de chômage a pourtant chuté de 0,3 %, pour s'établir à 6,5 %. Il n'est pas normal de voir un tel recul du chômage alors que la croissance de l'emploi s'inverse. L'explication est pourtant simple : la population active a diminué de 119 000 personnes au cours du mois (l'une des plus importantes baisses jamais enregistrées hors pandémie) en raison du ralentissement de la croissance démographique et d'une forte baisse du taux de participation. Les postes à temps plein ont progressé de 44 900 (tandis que les emplois à temps partiel ont chuté de 69 700), ce qui indique également que le rapport a été plus modéré que le chiffre global. Ces chiffres concordent avec une économie qui s'ajuste rapidement à trois changements structurels simultanés (pour reprendre le thème du gouverneur de la Banque du Canada, Tiff Macklem). Premièrement, les droits de douane américains ont nui au secteur manufacturier. Deuxièmement, le ralentissement brutal de la croissance démographique, qui atténue les taux de chômage. Troisièmement, la hausse rapide des plus de 65 ans, qui allège également la pression sur le taux de chômage.

Les droits de douane canadiens restent sur le devant de la scène – Bien que les grandes lignes des accords douaniers avec d'autres pays aient été annoncées, le Canada et le Mexique attendent l'examen de l'ACEUM (qui devrait commencer dans le courant de l'année) pour voir si leur taux tarifaire moyen inférieur changera. Malgré d'importants efforts de diversification, les exportations de marchandises canadiennes vers les États-Unis ont encore représenté 17 % du PIB canadien en 2025. L'incertitude commerciale pèse sur le secteur manufacturier. Bien que l'indice PMI de S&P pour le secteur ait rebondi au-dessus de la barre des 50 le mois dernier, presque tous les autres indicateurs des usines indiquent une crise; l'acier et l'automobile étant particulièrement sous pression. La production manufacturière a reculé de 5 % sur 12 mois et l'emploi dans le secteur a chuté de près de 3 % au cours de la dernière année. Du côté de la Banque du Canada (BdC), le gouverneur Macklem a très clairement indiqué la semaine dernière que la barre était très élevée concernant d'autres réductions de taux. Il a invité à ne pas se méprendre sur la faiblesse de l'économie; si elle est de nature structurelle, il a laissé entendre que la banque ne pouvait rien y faire. Pour la BdC, la forte baisse des emplois manufacturiers en janvier serait attribuable à la guerre commerciale, à un changement structurel et à une perte de capacité, et la baisse des taux ne sera d'aucune aide.

Les consommateurs américains envoient des signaux contradictoires – Cette semaine, deux chiffres ont soulevé de nouvelles préoccupations quant à la vigueur sous-jacente de la consommation. Les données globales sur les ventes grand public en décembre ont montré une stabilité des dépenses d'un mois à l'autre, qui masquent les replis enregistrés dans 8 des 13 segments suivis. Le groupe de contrôle, qui exclut les composantes plus volatiles de l'indice, s'est contracté de 0,1 % en décembre. Cette faiblesse a été renforcée par une révision à la baisse des données de novembre. Ces résultats inférieurs aux attentes devraient peser sur les prévisions de PIB du quatrième trimestre et soulever des questions sur la dynamique du premier trimestre. Mardi, la Réserve fédérale de New York a annoncé que 4,8 % des soldes globaux des prêts aux ménages

étaient à un stade de défaut de paiement au quatrième trimestre, ce qui a été accentué par les soldes de prêts étudiants en souffrance et la hausse des défauts de paiement hypothécaires parmi les ménages à faible revenu. Les défauts de paiement étaient stables pour les cartes de crédit et les prêts automobiles, mais ils demeurent élevés dans les deux cas. De manière générale, les marchés s'attendent à ce que les mesures de relance budgétaires du One Big Beautiful Bill du président Donald Trump soutiennent la consommation des ménages en 2026, une hypothèse qui sous-tend encore la plupart des perspectives. Bien qu'aucune de ces publications ne soit alarmante à elle seule, elles peuvent toutes deux représenter des signaux d'alerte modérée pour les investisseurs qui évaluent la vigueur de la consommation et la destination possible des fonds de relance.

Les actions des sociétés de logiciels souffrent – Le secteur des logiciels a commencé l'année 2026 sur des bases fragiles, en raison des inquiétudes des investisseurs face au ralentissement des revenus, et des craintes que les hypothèses de croissance à long terme soient devenues trop optimistes. La présentation par Anthropic, le 29 janvier, de nouveaux outils fondés sur l'IA a jeté de l'huile sur le feu, incitant les investisseurs à remettre en question la durabilité du logiciel en tant que service (SaaS) et les avantages concurrentiels du modèle d'affaires dans son ensemble. Les investisseurs généralistes se sont débarrassés sans discernement des actions des sociétés de logiciels, pensant que l'IA finirait par reproduire et remplacer à la fois le personnel et les plateformes logicielles existantes. Au 5 février, l'indice des sociétés de logiciels S&P 500 a abandonné de plus de 20 % depuis le début de l'année. Le rythme rapide des progrès de l'IA présente certainement un risque pour les applications logicielles monofonction et avec des interfaces utilisateur simples, mais les logiciels d'entreprise stratégiques qui sous-tendent les activités (gestion des données, de l'infrastructure, de la sécurité et des dossiers) sont beaucoup plus difficiles à remplacer. De plus, la complexité ajoutée par l'IA pourrait en fait rendre ces systèmes plus importants au fil du temps.

Messages contradictoires au sujet du marché de l'emploi américain – La semaine dernière, deux points de données ont soulevé de nouvelles questions au sujet de la durabilité du marché de l'emploi. Selon le rapport sur l'emploi du cabinet Challenger, Grey & Christmas, les employeurs du secteur privé américain ont annoncé 108 435 suppressions d'emplois en janvier et indiqué que les employeurs se disaient dans l'ensemble moins optimistes à l'égard des perspectives pour 2026. Ensuite, les demandes hebdomadaires de prestations d'assurance-emploi ont été plus élevées que les prévisions consensuelles. Le rapport de cette semaine sur les emplois non agricoles s'annonçait donc décevant, mais le Bureau of Labor Statistics a au contraire publié une hausse aussi inattendue que conséquente. En janvier, les créations nettes d'emplois s'élèvent à 130 000, grâce à la vigueur du secteur privé. Wall Street s'attendait à une hausse de 65 000 emplois. Le taux de chômage est tombé à 4,3 %, soit 10 points de base en dessous du chiffre du mois précédent et des prévisions consensuelles. La rémunération horaire moyenne a augmenté de 0,4 % en rythme mensuel, soit le double des prévisions des économistes. À ces nouvelles, les actions américaines se sont redressées, tirées par les petites capitalisations. Les taux de rendement des obligations du Trésor ont augmenté en réaction aux bons chiffres du marché de l'emploi, ce qui a renforcé l'idée d'une suspension de l'intervention de la Réserve fédérale.

La semaine prochaine

Une semaine riche en publications aux États-Unis et au Canada apportera des données sur le commerce de détail et la fabrication, les balances commerciales et l'inflation. Mercredi, le procès-verbal de la réunion de janvier du FOMC sera passé au crible, surtout dans la foulée des chiffres contrastés sur la consommation, l'emploi et l'inflation.

Lundi 16 février – Fermeture des marchés pour la journée des Présidents aux États-Unis | Mises en chantier, taux d'inflation de base, IPC, ventes du secteur manufacturier au Canada

Mardi 17 février – Indice de la fabrication dans l'État de New York aux États-Unis | Ventes en gros, achats de titres négociables étrangers au Canada

Mercredi 18 février – Mises en chantier, permis de construire, commandes de biens durables, stocks du commerce de détail et de gros, procès-verbal de la réunion de janvier du FOMC aux États-Unis

Jeudi 19 février – Premières demandes de prestations d'assurance-emploi, déficit commercial et Fed de Philadelphie aux États-Unis | Balance commerciale

Vendredi 20 février – PIB, DPC, indice S&P des directeurs d'achats du secteur manufacturier et des services, ventes de logements, confiance des consommateurs aux États-Unis | Indice des prix des logements neufs, ventes au détail, IPP, ventes grand public au Canada

Fiche des données au 11 février 2026

| Rendements totaux du marché boursier | | | | | | |
|---|---------------------------|-----------------------|--------------------------|---------|---------|-------------------|
| | Niveau au 11 février 2026 | Cumul hebdo à ce jour | Cumul annuel à ce jour | 2025 | 2024 | 5 ans* |
| S&P 500 | 6 941 | 0,2 % | 1,5 % | 17,9 % | 25,0 % | 14,4 % |
| NASDAQ | 23 066 | 0,2 % | -0,7 % | 21,2 % | 29,6 % | 13,4 % |
| DOW | 50 121 | 0,0 % | 4,4 % | 14,9 % | 15,0 % | 11,6 % |
| Russell 2500 | 4 653 | 0,1 % | 8,2 % | 11,9 % | 12,0 % | 7,3 % |
| S&P/TSX | 33 254 | 2,4 % | 5,0 % | 31,7 % | 21,7 % | 16,1 % |
| MSCI EAEO | 11 517 | 2,7 % | 8,6 % | 31,2 % | 3,8 % | 8,9 % |
| MSCI Marchés émergents | 854 | 3,9 % | 11,5 % | 33,6 % | 7,5 % | 4,2 % |
| Rendements totaux du marché obligataire | | | | | | |
| | | Cumul hebdo à ce jour | Cumul annuel à ce jour | 2025 | 2024 | 5 ans* |
| Bloomberg U.S. Aggregate | | 0,2 % | 0,6 % | 7,3 % | 1,3 % | -0,4 % |
| Bloomberg U.S. Treasury | | 0,2 % | 0,4 % | 6,3 % | 0,6 % | -1,0 % |
| Bloomberg U.S. Corporate | | 0,2 % | 0,6 % | 7,8 % | 2,1 % | -0,1 % |
| Bloomberg U.S. High Yield | | 0,2 % | 0,8 % | 8,6 % | 8,2 % | 4,5 % |
| Bloomberg 1-10 Year Munis | | 0,2 % | 1,5 % | 5,1 % | 0,9 % | 1,2 % |
| Bloomberg Canada Aggregate | | 0,3 % | 1,1 % | 2,4 % | 4,0 % | -0,4 % |
| Bloomberg Canada Treasury | | 0,4 % | 0,8 % | 1,4 % | 2,9 % | -0,8 % |
| Bloomberg Canada Corporate | | 0,3 % | 1,2 % | 4,4 % | 6,9 % | 1,5 % |
| Rendement des obligations d'état | | | | | | |
| | 11 février 2026 | Fin du dernier mois | Fin du dernier trimestre | 2025 | 2024 | Moyenne sur 5 ans |
| Bon du Trésor américain 10 ans | 4,17 % | 4,24 % | 4,17 % | 4,17 % | 4,57 % | 3,37 % |
| Obligation Canada 10 ans | 3,34 % | 3,42 % | 3,43 % | 3,43 % | 3,23 % | 2,81 % |
| Obligation Royaume-Uni 10 ans | 4,48 % | 4,52 % | 4,48 % | 4,48 % | 4,56 % | 3,16 % |
| Bund allemand 10 ans | 2,79 % | 2,84 % | 2,85 % | 2,85 % | 2,36 % | 1,66 % |
| Obligation Japon 10 ans | 2,23 % | 2,24 % | 2,06 % | 2,06 % | 1,09 % | 0,65 % |
| Devises et actifs réels | | | | | | |
| | Niveau au 11 février 2026 | Cumul hebdo à ce jour | Cumul annuel à ce jour | 2025 | 2024 | 5 ans* |
| Indice USD | 96,83 | -0,8 % | -1,5 % | -9,4 % | 7,1 % | 1,8 % |
| CAD-USD | 0,74 \$ | 0,7 % | 1,1 % | 4,8 % | -7,9 % | -1,5 % |
| Bitcoin | 67 757,23 \$ | -3,6 % | -22,7 % | -6,5 % | 120,5 % | 24,8 % |
| Or | 5 084,39 \$ | 2,4 % | 17,7 % | 64,6 % | 27,2 % | 17,9 % |
| Pétrole (WTI) | 64,63 \$ | 1,7 % | 12,6 % | -19,9 % | 0,1 % | 3,4 % |

* Données annualisées sur 5 ans au 31 décembre 2025. Les analyses comparatives ne reflètent pas le rendement réel des placements, mais les résultats de l'indice sous-jacent mentionnés. On ne peut pas investir directement dans un indice. Les définitions des indices se trouvent à la fin de la présente publication.

Définition des indices

Indices boursiers

L'**indice S&P 500^{MD}** est un indice d'actions de sociétés américaines à grande capitalisation. Il comprend 500 sociétés de premier plan et couvre environ 80 % de la capitalisation boursière disponible.

L'**indice composé NASDAQ** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière de plus de 3 000 actions ordinaires cotées à la bourse du Nasdaq.

Le **Dow Jones Industrial Average (« DOW »)** est une moyenne pondérée en fonction du cours de 30 actions importantes négociées à la Bourse de New York et au Nasdaq.

L'**indice Russell 2 000^{MD} (« Russell 2 000^{MD} »)** est un indice non géré qui mesure le rendement des 2 000 plus petites sociétés américaines de l'indice Russell 3 000^{MD}.

L'**indice S&P/TSX** est un indice boursier pondéré en fonction de la capitalisation qui reproduit le rendement des plus grandes sociétés cotées à la principale bourse du Canada, la Bourse de Toronto (« TSX »).

L'**indice MSCI EAE0 (Indice des marchés développés – Europe, Australasie et Extrême-Orient)** est un indice standard non géré de titres étrangers qui représente les principaux marchés boursiers non américains, sous la surveillance de Morgan Stanley Capital International. Il est représentatif des grandes et moyennes sociétés des pays de 21 marchés développés du monde entier, à l'exception des États-Unis et du Canada.

L'**indice MSCI Marchés émergents** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière représentatif de la structure de marché des pays émergents d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Avant le 1^{er} janvier 2002, les rendements de l'indice MSCI Marchés émergents étaient présentés avant déduction des retenues d'impôt.

Indices de titres à revenu fixe

L'**indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations américaines à taux fixe de catégorie investissement, y compris les titres d'État et de créance, les titres de transfert de créances hypothécaires émis par des organismes publics, les titres adossés à des créances mobilières et les titres de créances hypothécaires commerciales.

L'**indice Bloomberg U.S. Treasury** est un indice non géré qui comprend un large éventail d'obligations du Trésor américain et qui est considéré comme représentatif du rendement global des obligations du Trésor américain.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate Bond** mesure le rendement du marché des obligations de sociétés imposables à taux fixe de qualité investissement. Il comprend des titres libellés en dollars américains émis par des émetteurs américains et non américains des secteurs de l'industrie, des services publics et des services financiers.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate High Yield** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations de sociétés à taux fixe imposables, de qualité inférieure et libellées en dollars américains. Un titre est considéré à rendement élevé si la moyenne des notes qui lui sont attribuées par Moody's, Fitch et S&P est inférieure ou égale à Ba1/BB+.

L'**indice Bloomberg 1-10 Year Blend Municipal Bond** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande qui couvre les composantes courte et intermédiaire de l'indice Bloomberg Capital Municipal Bond, un indice non géré, pondéré en fonction de la valeur marchande, qui couvre le marché obligataire américain de catégorie investissement exempt d'impôt.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond** mesure le rendement du marché des obligations imposables à taux fixe de catégorie investissement libellées en dollar canadien. Il comprend des titres du Trésor, des obligations gouvernementales et des obligations de sociétés.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Treasury** est la sous-composante « Trésor » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Corporate** est la sous-composante « sociétés » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.



Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération. Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent.

BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

¹ Les intérêts plafonnés de cartes de crédit marquent le pas, et les émetteurs s'en portent très bien – WSJ (en anglais)

² Ford (F) prévoit un rebond des bénéfices en 2026 après l'adoption inattendue d'un projet de loi sur les droits de douane en fin d'année - Bloomberg (en anglais)